



PROJET D'ACCORD-CADRE

REALISATION DE PIECES EN FABRICATION ADDITIVE

N°520000XXXX

ENTRE :

Le **COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES**,  
établissement public de recherche à caractère scientifique, technique et industriel, dont le siège  
social est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15<sup>ème</sup> - immatriculé au Registre du  
Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS PARIS B 775 685 019, représenté par  
**xxx**, agissant en qualité de xxxx,

ci-après dénommé « **CEA** »

d'une part,

ET :

La société Cliquez ici pour taper du texte., au capital de Cliquez ici pour taper du texte.euros,  
immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Cliquez ici pour taper du texte., sous le  
numéro Cliquez ici pour taper du texte., ayant son siège social Cliquez ici pour taper du texte.,  
représentée par Cliquez ici pour taper du texte., agissant en qualité de Cliquez ici pour taper du  
texte.,

ci-après dénommée « **Le Titulaire** »

d'autre part.

Ci-après désignés collectivement par « les Parties » et individuellement par « la Partie ».

**IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

CEA

Centre CEA Le Ripault | BP n° 16 – 37260 MONTS  
T. +33 (0)2 47 34 45 48 | F. +33 (0)2 47 34 51 16  
[pauline.fisson@cea.fr](mailto:pauline.fisson@cea.fr)

Etablissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

Direction des applications militaires  
Centre CEA Le Ripault  
Le Directeur

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE L'ACCORD .....	3
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES .....	3
ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD .....	4
ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD .....	4
ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES .....	6
ARTICLE 6 - CONFORMITES AUX REGLES FISCALES ET SOCIALES .....	6
ARTICLE 7 - LIVRAISON .....	7
ARTICLE 8 - CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE .....	7
ARTICLE 9 - REMISE DES LIVRABLES .....	8
ARTICLE 10 - DISPOSITIONS FINANCIERES .....	8
ARTICLE 11 - CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION .....	10
ARTICLE 12 - PENALITES .....	12
ARTICLE 13 - SUIVI DES PRESTATIONS .....	13
ARTICLE 14 - SOUS TRAITANCE.....	14
ARTICLE 15 - RESILIATION.....	15
ARTICLE 16 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES.....	15
ARTICLE 17 - PROPRIETE INTELLECTUELLE .....	15
ARTICLE 18 - MARCHE SENSIBLE.....	Erreur ! Signet non défini.
ARTICLE 19 - CORRESPONDANTS.....	19
ANNEXE 1 - DEMANDE DE DEVIS .....	20
ANNEXE 2 - MODELE DE MARCHE SUBSEQUENT.....	21
ANNEXE 3 - LISTE DES MARCHES SUBSEQUENTS SOLDES.....	22
ANNEXE 4 - MODELE DE COURRIER POUR LE SUIVI DU TAUX DE REPONSE DU TITULAIRE .....	23
ANNEXE 5 - SUIVI DU TAUX DE REPONSE POUR UNE PERIODE DONNEE .....	24
ANNEXE 6 - PROCES VERBAL DE RECEPTION .....	25

## **ARTICLE 1 - OBJET ET FORME DE L'ACCORD**

### **1.1 Objet de l'accord-cadre**

Le présent accord-cadre, ci-après dénommé « Accord » a pour objet la réalisation de pièces en fabrication additive pour les besoins du CEA Le Ripault ci-après dénommés la ou les « Prestation (s) ».

### **1.2 Forme de l'Accord**

Les Prestations font l'objet d'un accord-cadre multi-attribué.

Le présent Accord est exécuté par le biais de marchés subséquents.

## **ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES**

Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent Accord et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- Les marchés subséquents ;
- Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) n°B24-XXXXX comprenant notamment le cahier des charges DR 013, dénommé ci-après le Cahier des charges ;
- L'instruction SYM A000D SJD DIR 15002413 A du 18 décembre 2015 fixant les dispositions applicables aux titulaires des marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte (DR) – déclinaison en règles de sécurité informatique ;
- Les Conditions générales d'achat du CEA (CGA) édition de janvier 2022 (téléchargeables sur le site [www.cea.fr](http://www.cea.fr) – Espace entreprises),
- Le Cahier des clauses sociales particulières (C2SP) de janvier 2021 applicable aux prestations réalisées par des entreprises extérieures et impliquant l'intervention de leur personnel sur un site CEA (téléchargeables sur le site [www.cea.fr](http://www.cea.fr) - Espace entreprises) ;
- A titre supplétif, l'offre technique et financière du Titulaire, référencée XXX en date du XXX.

Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus.

Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

Les annexes suivantes font partie intégrante du présent Accord :

- Annexe 1 : demande de devis,
- Annexe 2 : modèle de marché subséquent,
- Annexe 3 : liste des marchés subséquents soldés,
- Annexe 4 : modèle de courrier pour le suivi du taux de réponse du Titulaire,
- Annexe 5 : suivi du taux de réponse du Titulaire au titre de l'Accord n° 5200XXXXX pour une période donnée,
- Annexe 6 : procès-verbal de réception.

### **ARTICLE 3 - DUREE DE L'ACCORD**

Le présent Accord est conclu pour une durée maximale de 5 (cinq) ans à compter de sa notification, et se décompose comme suit :

- Une phase ferme d'une durée de deux (2) ans, soit 24 mois à compter de sa notification,
- Une phase optionnelle n°1 d'une durée d'un (1) an, soit 12 mois,
- Une phase optionnelle n°2 d'une durée d'un (1) an, soit 12 mois,
- Une phase optionnelle n°3 d'une durée d'un (1) an, soit 12 mois,

L'affermissement des tranches optionnelles sera notifié au Titulaire, le cas échéant, par courrier recommandé, trois (3) mois avant la date de fin de la tranche ferme ou de la tranche optionnelle précédente.

Le fait pour le CEA de ne pas affermir tout ou partie des tranches optionnelles n'ouvre pas droit à indemnité au bénéfice du Titulaire.

**L'absence d'affermissement de tranche n'ouvre pas droit, pour le Titulaire, à une indemnité d'attente ou de dédit.**

L'émission des marchés subséquents doivent avoir lieu pendant la période de validité précisée ci-dessus.

### **ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION DE L'ACCORD**

#### **4.1 Montant plafond du marché subséquent**

Le montant plafond de chaque marché subséquent est de 40 000 euros hors taxes.

Les marchés dont les montants sont supérieurs à ces plafonds sont exclus de cet Accord et feront l'objet d'une mise en concurrence hors de ce dernier.

#### **4.2 Consultation des titulaires par le CEA**

Lors de la survenance d'un besoin, il sera effectué une mise en concurrence avec tous les titulaires d'Accord portant sur l'objet indiqué à l'article 1-1 et sur la base des critères renseignés ci-après.

La mise en concurrence fait l'objet d'une consultation écrite auprès des titulaires de l'Accord portant sur l'objet indiqué à l'article 1-1. Celle-ci consiste en une demande de devis sur la base d'une expression du besoin fournie par le CEA.

#### **4.3 Réponse du Titulaire au CEA**

Le Titulaire doit répondre à chaque consultation en adressant son offre au CEA conformément au modèle fourni. Le Titulaire doit transmettre son offre par écrit. Les offres doivent être valables deux mois minimum et comprennent une proposition technique et financière impérativement selon les taux horaires et coefficients fixés dans le présent Accord.

Le CEA peut demander au titre de la proposition technique, les éléments suivants :

- Analyse du besoin et la solution technique apportée ;
- Description des livrables ;
- Délais d'exécution.

En tout état de cause, la réponse du Titulaire doit être en adéquation avec la demande du CEA.

Enfin, si le Titulaire ne peut remettre une proposition financière et technique dans les délais impartis, pour quelle que raison que ce soit, il doit **OBLIGATOIREMENT** en informer le CEA par écrit en indiquant les raisons de son déclin.

#### 4.4 Attribution du marché subséquent

Le marché subséquent est attribué sur la base des critères *infra* :

- Le prix ;
- Le délai de réalisation (donnée engageant le Titulaire dans l'exécution de sa prestation et soumise à pénalité en cas de non-respect).

Lors de chaque consultation, le CEA précise la pondération de ces critères. Si aucune précision n'est mentionnée lors de la mise en concurrence, les critères, sont, par défaut, équi-pondérés.

#### 4.5 Notification du marché subséquent

Le CEA notifie au Titulaire retenu à l'issue de la mise en concurrence, un marché subséquent. Ce marché stipule notamment, le libellé et le délai de réalisation de la ou les Prestation (s), les coordonnées de l'interlocuteur CEA, le numéro de la demande, le numéro du devis ainsi que sa référence.

Le Titulaire ne peut procéder à l'exécution des Prestations qu'après avoir réceptionné le marché subséquent émanant du CEA. Un courrier de notification de ce dernier est envoyé (Cf. annexe 2).

#### 4.6 Cas d'une consultation infructueuse ou sans suite

Dans le cas où le CEA ne souhaite pas donner suite à une consultation au motif que celle-ci est infructueuse ou sans suite, il s'engage à en informer le Titulaire.

#### 4.7 Fourniture d'un récapitulatif mensuel par le Titulaire

Le Titulaire doit faire parvenir au Bureau des Affaires Commerciales du CEA Le Ripault et au plus tard le 20 de chaque mois, un récapitulatif mensuel (Cf. annexe 3) des Prestations acceptées sans réserves par le CEA accompagné de l'ensemble des admissions des Prestations signées au cours du mois écoulé. Au-delà de cette échéance, **les affaires sont traitées le mois suivant.**

Ces données devront être envoyées par email aux contacts ci-après :

[pauline.fisson@cea.fr](mailto:pauline.fisson@cea.fr)

[veronique.kernel@cea.fr](mailto:veronique.kernel@cea.fr)

Enfin, en cas de contradiction entre les Parties vis-à-vis du contenu du relevé, le CEA prend contact avec les représentants du Titulaire afin d'établir une liste définitive des Prestations réputées acceptées sans réserves par le CEA.

#### 4.7 Fourniture d'un récapitulatif consolidé par le CEA

Le CEA fait parvenir au Titulaire au plus tard le 25 de chaque mois, un récapitulatif consolidé des Prestations pouvant être mises en paiement. Ce dernier comprend également le numéro de la commande mensuelle correspondante (commençant par « 4600 »). Ce numéro doit figurer sur la facturation du mois du Titulaire.

## **ARTICLE 5 - OBLIGATIONS DES PARTIES**

### **5.1 Obligations du Titulaire**

#### ***5.1.1 Obligation de résultat***

La Prestation, objet du présent Accord, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité, est en tout point conforme aux exigences définies dans le présent Accord et est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer les Prestations dans les délais fixés.

Le Titulaire doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de protéger les installations de toute nature présentes sur le lieu d'exécution ou à proximité. En cas de dommages imputables au Titulaire, celui-ci devra les réparer à ses frais.

#### ***5.1.2 Obligation de conseil***

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de l'Accord qui lui est dévolue à ce titre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelle que nature que ce soit, à lui suggérer les démarches et solutions utiles au parfait et complet accomplissement de ses Prestations et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

### **5.2 Obligations du CEA**

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document ou information nécessaires à l'exécution du présent Accord.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution de l'Accord.

## **ARTICLE 6 - CONFORMITES AUX REGLES FISCALES ET SOCIALES**

Le Titulaire s'engage à fournir au CEA tous les six mois à compter de la signature de l'Accord et jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord :

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 du Code du Travail,
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'ils ont satisfait à leurs obligations fiscales et sociales.

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion de l'Accord, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecterait pas le présent article, le CEA se réserve le droit de résilier le présent Accord sans formalité judiciaire si le Titulaire, après avoir été mis en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser la situation, ne s'exécute pas sans délai.

## **ARTICLE 7 - LIVRAISON**

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, emballage, assurance et déchargement jusqu'à la livraison des Prestations à l'adresse ci-dessous.

### Adresse de Livraison :

CEA Le Ripault

Réception marchandises Bât 605 8h00/12h00

Place Raoul Dautry

37260 MONTS

Palettes EUR ou EPAL Uniquement

### Identification des colis par étiquetage apparent comportant obligatoirement :

- Numéro du marché subséquent ;
- Unité demandeuse,
- Destinataire final,
- Point de déchargement,
- Désignation succincte de la Fourniture.

Toute livraison dépassant les caractéristiques ci-dessous devra être acheminée par le transporteur jusqu'au client CEA.

- Dimension des colis palettisés : Surface maxi : 80cmx120 cm – hauteur maxi 160cm (Palettes EUR/PAL),
- Nombre de palettes en livraison simultanée pour un même destinataire : 4,
- Poids autorisé par palette ou colis : maxi 600kg,
- Le Titulaire devra impérativement faire figurer sur le colis un « bon de livraison » indiquant le numéro de commande référencé ci-dessus.

Lors de la livraison, prévenir 5 jours avant la livraison le prescripteur mentionné dans le marché subséquent pour l'accès au bâtiment de livraison situé à l'intérieur du site.

Pour cette demande d'accès les nom, prénom, date et lieu de naissance du livreur vous sont demandés lors de la prise de rendez-vous.

La livraison donne lieu à la signature contradictoire d'un bon de livraison.

## **ARTICLE 8 - CONDITIONS DE RECEPTION ET GARANTIE**

### 8.1 Conditions de réception des Prestations

Pour chaque Prestation, objet d'un marché subséquent, les opérations de vérification sont effectuées selon les prescriptions définies par le CEA et conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal de réception des Prestations signé par les Parties (Cf. modèle en annexe 6).

Dans ce contexte, la Prestation peut :

- Etre réceptionnée ;
- Réceptionnée avec réserves :
- Rejetée.

En cas de rejet de la Prestation, le Titulaire doit remédier aux non conformités à ses frais et dans un délai mentionné par le CEA.

La réception emporte transfert de propriété de la Prestation au bénéfice du CEA.

## 8.2 Garantie

Toute Prestation fournie au titre du présent Accord par le Titulaire se voit appliquer un délai de garantie conforme aux dispositions légales en vigueur à compter de la date de la réception, conformément à l'article 32.5 des CGA.

## **ARTICLE 9 - REMISE DES LIVRABLES**

L'attention du Titulaire est attirée sur l'importance attachée à la remise dans les délais imposés par le marché subséquent, des documents techniques demandés au titre d'une consultation par le CEA. Ces documents sont remis sous le format imposé par le CEA.

En conséquence, si les livrables ne sont pas remis au titre de la Prestation demandée au Titulaire, celle-ci ne pourra être réceptionnée et par voie de fait ne pourra être facturée.

## **ARTICLE 10 - DISPOSITIONS FINANCIERES**

### 10.1 Détermination du prix

Les prix sont réputés être franco de port et doivent comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant les Prestations, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au transport, à l'assurance jusqu'au CEA – Le Ripault.

### 10.2 Montant plafond

Le montant plafond du présent Accord est de XXX(XXX) euros hors taxes. Ce montant s'apprécie en prenant en considération tous les marchés subséquents contractés avec les titulaires de l'Accord concernant l'objet indiqué à l'article 1 du présent Accord.

Il convient de préciser que le montant plafond n'engage pas le CEA. Dans ces conditions, le Titulaire ne peut s'en prévaloir dans le cas où les Prestations demandées représentent un montant inférieur.

### 10.3 Modalités de rémunération

Chaque devis émis par le Titulaire doit faire apparaître avec précision :

- La part de la main d'œuvre (taux horaires et nombre d'heures associées) ;



- La part des approvisionnements avec son coefficient de peines et soins.

Le Titulaire est rémunéré sur le prix forfaitaire total indiqué dans le marché subséquent.

#### 10.4 Taux horaire applicable

Les taux horaires sont les suivantes:

Unité d'œuvre	Taux horaire (en € HT)
Fabrication additive	
Montage et assemblage	
Reprise usinage	
Contrôle dimensionnel	

#### 10.5 Approvisionnements

En cas d'approvisionnement en matières premières ou en produits manufacturés par le Titulaire, le devis est établi sur la base du prix d'achat, majoré d'un coefficient de peines et soins de :

<b>CPS</b>	<b>Coefficient de Peine et Soins</b>	<b>XXX%</b>
------------	--------------------------------------	-------------

Le CEA effectuera un contrôle aléatoire sur les factures d'approvisionnement du Titulaire. Dans ces conditions, il doit apporter la preuve de son achat et justifier d'un éventuel écart. Si cette différence est avérée, le CEA demande une rectification de la facture au Titulaire.

#### 10.6 Régime fiscal

Le présent Accord est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur.

S'agissant d'une livraison de bien, la TVA sera exigible au moment du transfert de propriété.

#### 10.7 Révision des prix

Les prix de l'Accord sont révisables annuellement douze mois après l'entrée en vigueur de l'Accord, par application, pendant la période comprise entre deux dates anniversaires de ladite entrée en vigueur, d'un coefficient de révision fixé pour cette période, sur le prix des Fournitures réceptionnées par le CEA et facturées pendant celle-ci, en conformité avec les délais fixés dans l'Accord.

##### 10.7.1 Conditions économiques

Tous les prix sont référencés aux conditions économiques du mois « m<sub>0</sub> » de remise de l'offre, soit XXXX 2024.

Les prix intègrent les évolutions prévisibles des conditions économiques, juridiques et sociales.

### 10.7.2 Modalités de révision des prix de l'Accord

Les prix sont révisés selon la formule suivante :

$$P_{\text{rév.}} = P_0 \times K$$

Avec :

- $P_{\text{rév.}}$  est le montant des fournitures réceptionnées et facturées pendant la période annuelle définie dans l'article 7.1 de l'Accord, révisé par application du coefficient K ci-dessus.
- $P_0$  est le montant des fournitures réceptionnées et facturées pendant la période annuelle définie dans l'article 7.1 de l'Accord établi aux conditions économiques du mois «  $m_0$  » défini dans l'article 7.2 ci-dessus.
- $K = (0.15 + 0.85 \times (\text{ICHT-IME}_{m-3} / \text{ICHT-IME}_{m_0}))$

K est le coefficient de révision prévu dans l'article 10.7.1 ci-dessus.

Il est calculé en fonction des indices définis ci-après, le mois « m » étant le mois du début d'une période annuelle telle que définie dans ledit article 10.7.1.

Ce coefficient est applicable pendant toute cette période.

Avec :

- ICHT- IME  $m-3$  est la valeur de l'indice du coût horaire du travail relatif aux industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (base 100 01/2009, série 001565183) du mois antérieur de trois mois au mois « m » considéré.
- ICHT- IME  $m_0$  est la valeur de l'indice du coût horaire du travail relatif aux industries mécaniques et électriques publié par l'INSEE (base 100 01/2009, série 001565183) du mois «  $m_0$  »

Ces indices sont lus au bulletin mensuel de statistique de l'INSEE.

#### ➤ Clause de sauvegarde

La révision des prix ne pourra être effective que si une diminution ou une augmentation de plus de un pour cent (1%) est constatée.

### 10.8 Avance

Sans objet.

## **ARTICLE 11 - CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE FACTURATION**

### 11.1 Conditions de paiement

Le Titulaire, sur la base du récapitulatif consolidé du CEA, adresse mensuellement une demande de paiement reprenant l'ensemble des Prestations réalisées et acceptées sans réserves par le CEA, au cours du mois considéré.

Par conséquent, le CEA procède mensuellement au paiement à 100% du montant total HT ainsi que des taxes afférentes, des Prestations réceptionnées par ce dernier au cours du mois considéré. La facturation

s'effectue sur la base des taux horaires et coefficients de peines et soins définis aux articles 10.4 et 10.5 du présent Accord.

## 11.2 Conditions de facturation

11.2.1 Les factures dématérialisées sont à adresser au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

11.2.2 Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent Accord doit comporter les informations suivantes :

- le numéro de SIRET du CEA : 77568501900587,
- le code service CER-D (Le Ripault),
- la référence complète de l'Accord (numéro d'engagement), à savoir : n° 5200XXXXX
- l'intitulé de l'Accord,
- la référence complète du marché subséquent commençant par 46,
- la date d'émission de la facture,
- le libellé exact de l'échéance facturée,
- le numéro de poste SAP correspondant à l'échéance facturée.

Les factures sont à établir hors taxes et toutes taxes comprises.

La révision du prix des prestations facturées durant la période annuelle précédant la date anniversaire de l'Accord selon les dispositions de l'article 8 ci-dessus, fera l'objet d'une facturation annuelle unique et séparée à la fin de ladite période.

Le montant d'une prestation de l'Accord ayant fait l'objet d'un retard de livraison sera révisé en appliquant le coefficient de révision prix en vigueur à sa date de livraison contractuelle et non celui en vigueur à sa date de livraison réelle.

La facture annuelle de révision de prix sera clairement identifiée comme facture de révision de prix relative à l'Accord et sera accompagnée d'un document détaillant :

- . le numéro des factures émises, relatives aux prestations devant faire l'objet d'une révision de prix,
- . le montant desdites factures (P0),
- . le détail du calcul du coefficient de révision de prix avec la valeur des indices utilisés,
- . la valeur du coefficient de révision K de révision de prix défini dans l'article « Révisions des prix » supra
- . le montant des révisions de prix correspondantes (Prév), calculées par application du coefficient ci-dessus sur le montant des factures émises, relatives aux prestations devant faire l'objet d'une révision de prix,
- . le total cumulé des révisions de prix ainsi que le montant total de la révision de prix facturée.

Toute facture non conforme aux termes de l'Accord sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de règlement est de trente jours à compter de la date de réception de la facture par le CEA, sous réserve de l'acceptation par le CEA des Prestations correspondantes conformément aux conditions de l'Accord. Les pièces justificatives attestant de l'acceptation du CEA doivent être transmises en même temps que les factures.

Pour toute question sur le traitement comptable et la mise en paiement de vos factures, l'adresse mail est la suivante : [cea-dam-comptabilite@cea.fr](mailto:cea-dam-comptabilite@cea.fr).

11.2.3 Conformément à la loi PACTE n°2019-486 du 22/05/2019 relative à la croissance et transformation des entreprises, en cas de non dématérialisation des factures par le Titulaire, chaque facture papier doit être adressée en 3 (trois) exemplaires à l'adresse ci-dessous :

CEA/DAM/DCG  
SCD/BCD  
Bâtiment AD  
Comptabilité fournisseurs  
Bruyères-le-Châtel  
91297 ARPAJON Cedex

## **ARTICLE 12 - PENALITES**

### **12.1 Modalités d'application des pénalités**

En cas de retard du Titulaire ou en cas de non-respect par le Titulaire des délais définis par le présent Accord, des pénalités sont appliquées conformément aux dispositions de l'article 24 du chapitre 9 « Délais » des Conditions générales d'achat aux marchés passés par le CEA. (Édition février 2022).

Les pénalités n'ont pas un caractère libératoire de la responsabilité du Titulaire.

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- Toutes cumulables,
- Applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées directement par le CEA ;
- Plafonnées à 10% du montant hors taxes du montant plafond de l'accord

### **12.2 Pénalités pour retard de livraison des Prestations**

Si le Titulaire ne réalise pas la Prestation dans les délais prévus dans le marché subséquent, il peut se voir attribuer les pénalités mentionnées dans le tableau *infra* :

Montant du marché subséquent	< à 3 000 € HT	Compris entre 3 000 € HT et 10 000 € HT	> 10 000 € HT

Prestations classiques	50 € / jour calendaire de retard	100 € / jour calendaire de retard	150 € / jour calendaire de retard
------------------------	----------------------------------	-----------------------------------	-----------------------------------

#### 12.3 Pénalités pour non-conformité constatée (réception avec réserve ou rejet de la réception)

Pour les Prestations présentant des non conformités dûment constatées et mentionnées dans le procès-verbal de réception des Prestations, le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité forfaitaire de 5% du montant hors taxes du marché subséquent. Par ailleurs, le Titulaire doit fournir une Prestation conforme aux attentes du CEA.

#### 12.4 Pénalités – indicateur du taux de remise

Le Titulaire s'engage sur un taux annuel minimum de réponse de soixante pour cent (60%).

Dans le cas où le récapitulatif annuel fait apparaître un taux de remise en deçà du seuil de 60%, le CEA applique une pénalité de 50 euros par affaire n'ayant pas fait l'objet d'une offre à la suite d'une demande de ce dernier.

Si la situation persiste lors du récapitulatif annuel suivant, le CEA peut le résilier au motif d'inexécution ou de manquement du Titulaire, selon les dispositions prévues à l'article 39 des CGA.

### **ARTICLE 13 - SUIVI DES PRESTATIONS**

#### 13.1 Réunion de lancement de l'Accord

Une réunion de lancement est organisée suite à la notification de l'Accord au Titulaire. Celle-ci est notamment l'occasion de :

- Présenter les responsables de l'exécution de l'Accord (Titulaire et CEA) ;
- Présenter le fonctionnement de l'Accord (réponse aux demandes de consultations, retour des accusés de réception, facturation etc.) ;
- Répondre à l'ensemble des interrogations du Titulaire.

#### 13.2 Réunions annuelles

Dans le cadre du suivi d'exécution des Prestations, une réunion annuelle est *a minima* organisée entre les Parties, dans les locaux du CEA et dont la date est déterminée d'un commun accord.

Cette réunion a notamment pour objectif de faire un état des lieux :

- de la conformité des Prestations avec la demande du CEA (prix, délais, technicité etc) ;
- du taux de remise de proposition technique et financière aux consultations.

A ce titre le Titulaire transmet 15 jours avant la réunion annuelle une synthèse des modalités d'exécution de l'Accord sur les 12 derniers mois écoulés avec notamment :

- le bilan des écarts constatés et les raisons,

- le taux de remise des devis.

### 13.3 Réunions spécifiques

En cas de nécessité, le CEA et le Titulaire tiendront toutes réunions nécessaires au suivi des Prestations à la demande de l'une ou l'autre des Parties et sans frais supplémentaires.

### 13.4 Compte-rendu

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par le Titulaire et envoyé au CEA pour acceptation dans un délai de sept (7) jours calendaires suivant la date de réunion.

Après acceptation formelle du CEA, le compte-rendu est signé par les Parties et diffusé par le Titulaire selon une liste définie par le CEA. En aucun cas, un compte-rendu non accepté ne peut faire l'objet d'une diffusion.

### 13.5 Taux de remise de proposition technique et financière aux consultations

Le Titulaire s'engage sur un taux annuel de remise de proposition technique et financière minimum de soixante-dix pour cent (60%).

#### ➤ Méthode de fonctionnement

A l'issue de chaque année, le CEA adresse au Titulaire un récapitulatif des demandes de marchés subséquents pour lesquels ce dernier n'a pas remis d'offre (Cf. annexe 5). Ce récapitulatif doit être corroboré par le Titulaire par les éléments fournis à l'occasion de la réunion annuelle et le Titulaire est tenu d'adresser les justifications au CEA expliquant les raisons pour lesquelles il n'a pas répondu aux devis des marchés subséquents mentionnés dans ce dernier. Il doit également proposer des solutions correctives.

Le Titulaire s'engage à répondre à toutes les demandes de devis. A défaut, il peut être sanctionné si son taux de remise est inférieur à un taux de 60% de réponse.

#### ➤ Méthode de comptabilisation d'une réponse à une consultation

Est considérée comme comptabilisée, la réponse du Titulaire répondant techniquement et financièrement à la demande du prescripteur. Est comptabilisée, l'information du Titulaire au CEA indiquant qu'il ne répondra pas à la consultation, dans le cas où la raison est motivée et fait l'objet d'une acceptation par le CEA.

## **ARTICLE 14 - SOUS TRAITANCE**

Selon les dispositions des Conditions générales d'achat applicables aux marchés passés par le CEA, le Titulaire a l'obligation de déclarer au CEA les sous-traitants ainsi que le contenu et le montant de leur prestation. La sous-traitance ne peut être totale dans le cadre de l'exécution du marché subséquent.

Les sous-traitants retenus sont obligatoirement qualifiés pour le type de travail qui leur est confié. Le Titulaire de l'Accord ne peut sous-traiter une partie des travaux qui lui sont confiés sans l'accord exprès et écrit du CEA.

La demande d'agrément d'un sous-traitant, doit être impérativement faite par le Titulaire du marché avant tout début d'exécution des Prestations. Le manquement à cette obligation entraîne la résiliation du présent Accord selon les conditions de l'article 39.2 des CGA.

En vue d'obtenir cet agrément, le Titulaire remet au CEA par lettre recommandée avec accusé de réception, un formulaire complété, daté et signé.

L'acceptation du sous-traitant est à la discrétion du CEA qui est libre de la refuser sans avoir à motiver sa décision. L'acceptation ou le refus est signifié par écrit dans un délai de 21 jours de calendrier à compter de la réception de la demande.

#### **ARTICLE 15 - RESILIATION**

Selon les dispositions du chapitre 13 des CGA.

#### **ARTICLE 16 - RESPONSABILITE ET ASSURANCES**

Selon les conditions des articles 36 et 38 des CGA.

#### **ARTICLE 17 - PROPRIETE INTELLECTUELLE**

Les droits de propriété intellectuelle qui pourraient naître à l'occasion de l'exécution du présent Accord sont régis par les dispositions de l'article 12 des CGA.

Chaque Partie demeure propriétaire de ses connaissances propres telles que définies à l'article 12 des CGA.

#### **ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITE**

Le Titulaire s'engage à protéger la confidentialité des informations ou supports du CEA dans les conditions définies à l'article 11 des CGA. Les informations ou supports du CEA portant les mentions « diffusion limitée » ou « confidentiel + portée' » sont des Informations Confidentielles.

Si le Marché implique l'échange d'informations ou supports portant la mention « Diffusion Restreinte » entre le CEA et le Titulaire, les conditions définies par les paragraphes infra s'appliquent.

Le Marché est un marché qui implique l'accès ou la détention d'Informations ou Supports Protégés (ISP) de niveau maximum Diffusion Restreinte, au sens de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles, ainsi qu'au sens de de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »).

1. En application des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de

l'exécution du Marché la protection des Informations ou Supports Protégés (ISP), qu'il sera amené à gérer dans le cadre de l'exécution du Marché.

2. Le Titulaire reconnaît :

- avoir pris connaissance :
  - de l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'Instruction Générale Interministérielle n° 1300 sur la protection du secret de la défense nationale (ci-après dénommée « IGI 1300 »),
  - de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion Restreinte et sensibles,
  - de l'Instruction interministérielle n°901/SGDSN/ANSSI du 28 janvier 2015 relative à la protection des systèmes d'information sensibles (ou « II 901 »),
  - des Dispositions applicables aux Titulaires de marchés passés par le CEA/DAM en matière de protection de l'information Diffusion Restreinte, référencées SYM S02XX SJD DIR 23000188, dans leur version applicable.
- qu'il n'a pas à avoir accès ou détenir les Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

3. Le Titulaire s'engage à assurer la confidentialité des ISP, portant la mention « Diffusion Restreinte », auxquels il a accès et/ou qu'il est amené à détenir pour l'exécution du Marché.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à un tiers, communiquer ou publier en France et à l'étranger sous quelque forme que ce soit, même à titre de référence et de notoriété, sans l'autorisation préalable écrite du CEA, aucune information dont il a connaissance au cours de l'exécution dudit Marché en dehors des communications strictement nécessaires à son exécution.

Le Titulaire doit informer ses sous-traitants de cette obligation de confidentialité et veiller à son application par ces derniers.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations et documents déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance des Parties au Marché.

4. Le Titulaire reconnaît avoir fait signer une déclaration individuelle à l'ensemble du personnel (non habilité) appelé sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations. Par ce document, le personnel atteste :

- avoir pris connaissance :
  - de l'IGI 1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;



- de l'arrêté du 15 mars 2021 du Ministère des armées portant approbation de l'Instruction Ministérielle n° 900 (IM 900) sur la protection du secret et des informations Diffusion restreinte et sensibles.
- de l'obligation qui lui est faite de tenir confidentiels tous les ISP de niveau Diffusion Restreinte qu'il serait amené à connaître ou à détenir ;
- qu'il n'a pas, sous peine de poursuite pénale, à connaître ou détenir des Informations et/ou Supports Classifiés (ISC) couverts par le secret de la défense nationale.

Le Titulaire s'engage à ce que seuls les personnels ayant préalablement souscrit la déclaration précitée (ou le cas échéant des personnels habilités) accèdent aux ISP. Le Titulaire s'engage à présenter au CEA la ou les déclarations individuelles mentionnées ci-dessus sur simple demande du CEA.

Il ne peut être dérogé aux prescriptions ci-dessus, y compris en cas de remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du Titulaire.

Le Titulaire s'engage à respecter la confidentialité des informations ou supports transmis par le CEA et à répercuter à ses personnels cette obligation de confidentialité.

5. Les échanges d'ISP de niveau Diffusion Restreinte par messagerie doivent impérativement faire l'objet d'un chiffrement par un moyen agréé par l'ANSSI (par exemple l'outil ZoneCentral ou « Zed » de la société PRIM'X Technologies ou l'outil ACID).

S'agissant de la maîtrise des échanges et supports autorisés, les règles suivantes s'appliquent à tous les acteurs du Marché, le CEA, le Titulaire, y compris ses éventuels cotraitant(s) et/ou sous-traitant(s) :

	DIFFUSION RESTREINTE	DIFFUSION LIMITEE OU CONFIDENTIEL + <i>portée</i> (ex « DIFFUSION ORDINAIRE »)
Messagerie électronique	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
Plateformes web collaboratives CEA		
Zone de partage FTP fournie par le CEA		
En attachement visioconférence CEA		
Plateformes d'échange Internet « Cloud »	Sous réserve que l'usage du service soit autorisé	

(Dropbox, Wetransfer, Google Drive, etc...)	par le CEA DAM (OCSSI)  Conteneur chiffré	
En attachement à un service externalisé (WebEx, etc...)		
Supports amovibles USB	Conteneur chiffré	Conteneur chiffré quand la sensibilité le nécessite (accord préalable CEA avant diffusion)
DVDrom ou CDrom		

6. En cas de sous-traitance autorisée par le CEA, le Titulaire s'engage à ce que les entreprises sous-traitantes se conforment aux dispositions du présent article.

La sous-traitance de prestations du présent Marché est soumise à l'obtention préalable écrite par le Titulaire de l'autorisation du CEA.

7. Toute violation ou inobservation par le Titulaire ou ses sous-traitants des obligations découlant des paragraphes du présent article, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner la résiliation de plein droit du Marché, en totalité ou en partie, sans indemnité pour le Titulaire et sans préjudice des sanctions prévues par le code pénal.

8. Restitution des informations et supports :

A l'achèvement du Marché, sauf clause contractuelle explicite, le Titulaire s'engage à restituer au CEA, dans un délai convenu, la totalité des documents et supports transmis par le CEA ou émis au titre du présent Marché.

Il s'engage également à détruire ces mêmes documents et fichiers numériques sur son système d'information ainsi que sur tout support de sauvegarde, à l'aide d'outils agréés par l'ANSSI.

9. Si dans le cadre de l'exécution du Marché, le Titulaire est amené à se rendre dans une zone CEA abritant des ISC, le CEA pourra mener préalablement une enquête administrative.

## **ARTICLE 19 - CORRESPONDANTS**

Durant l'exécution des Prestations objet du présent Accord, les interlocuteurs CEA sont :

### Au plan technique :



02.47.34. 42.40

E-mail : [jean-jacques.bodin@cea.fr](mailto:jean-jacques.bodin@cea.fr)

### Au plan commercial et financier :



02.47. 34.45.48

E-mail : [pauline.fisson@cea.fr](mailto:pauline.fisson@cea.fr)

Toutes demandes ou échanges d'information ainsi que tous documents sont impérativement adressés aux correspondants désignés.

Fait à Monts

(en deux exemplaires originaux)

Pour le Titulaire, le

Pour le CEA, le

**ANNEXE 1 - DEMANDE DE DEVIS**

CEA Le Ripault  
37260 Monts

**Demande de devis**

Le xx/xx/xx,

Accord cadre n°xxxxx

Titulaire	CEA
Nom : Adresse : Interlocuteur : Tél : Email :	Prescripteur :  Tél : Email :

**Marché subséquent n°xxxx**

**Date limite de remise de l'offre :**

**Description des prestations attendues :**

**Livrables et modalités de recette**

Réception usine : OUI/NON  
Contrôle : OUI/NON

**Contraintes particulières**

**Critères de sélection des offres**

Prix : x %  
Délais : x %

**Votre offre devra faire impérativement apparaître la référence du marché subséquent ainsi que le numéro d'accord-cadre associé.**

**ANNEXE 2 - MODELE DE MARCHE SUBSEQUENT**

**Affaire suivie par :**

« Nom »  
« Téléphone »  
« Fax »  
« Email »

« Coordonnées du fournisseur »

à l'attention de M. «Nom fournisseur»

Monts, le « Date »

Objet : Acceptation de votre offre relative au marché subséquent «Référence marché subséquent » /  
Numéro du lot

Réf. : Accord-cadre N°52xxxx

Madame, Monsieur,

Nous vous informons que votre offre a été retenue pour l'exécution des prestations dont le numéro du marché subséquent est le «N° demande » selon votre offre de prix référencée «N° devis» en date du « Date devis ».

Ces prestations s'élèvent à la somme de «Prestation Montant». euros hors taxes.

Les prestations devront débuter le « Prestation date début » et se terminer au plus tard le « Prestation date fin ». Elles devront être livrées au CEA/Le Ripault à la réception marchandise.

Votre interlocuteur pour cette affaire est :

Nom Prénom / tél :

Enfin, l'ensemble des prestations devront être exécutées conformément à l'accord-cadre « N° accord-cadre ».

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, nos salutations distinguées.

**ANNEXE 3 - LISTE DES MARCHES SUBSEQUENTS SOLDES**

A  
l'attention  
du BACO :

Véronique  
KERNEL

[veronique.kernel@cea.fr](mailto:veronique.kernel@cea.fr)

Pauline FISSON

[pauline.fisson@cea.fr](mailto:pauline.fisson@cea.fr)

Date :

Expéditeur

Référence de l'accord :

Téléphone :

N° de lot et intitulé de l'accord :

Email :

Mois / année concerné :

N°	(N° Marché Subséquent)	Prescripteur	Admission des fournitures signé le :	Montant en € HT
1				
2				
3				
4				
5				
6				
7				
etc..				
Nombre d'affaires soldées pour le mois x :			Montant total en € HT :	

Le xx, à xxx,

Signature :

**ANNEXE 4 - MODELE DE COURRIER POUR LE SUIVI DU TAUX DE REPONSE DU TITULAIRE**

« Coordonnées du fournisseur »

**Affaire suivie par :**

« Nom »

« Téléphone »

« Fax »

« Email »

à l'attention de M. « Nom fournisseur »

Monts, le « Date »

*Lettre recommandée avec AR*

**Objet :** Taux de suivi de réponse à l'accord-cadre n°52xxxx

Madame, Monsieur,

Veuillez trouver ci-joint la liste des marchés subséquents pour laquelle votre entreprise n'a pas satisfait à son obligation de réponse pour la période allant du « Date début » au « Date fin ».

Par ailleurs, et conformément aux dispositions de l'accord cadre susvisé, nous vous rappelons qu'au titre de vos engagements contractuels, votre entreprise est soumise à un taux de réponse minimum annuel de 70%.

Dans ces conditions, si la valeur constatée au terme de l'année concernée est en deçà de ce seuil, le CEA peut être amené à appliquer les pénalités indiquées dans l'accord cadre référencé supra.

Aussi, vous disposez d'un délai de dix (10) jours ouvrés maximum pour nous détailler les raisons pour lesquelles votre entreprise n'a pas respecté ses engagements. Nous vous rappelons que votre réponse est obligatoire sous peine d'application de pénalités financières prévues à l'accord-cadre.

Dans cette attente, nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.

**ANNEXE 5 - SUIVI DU TAUX DE REPONSE POUR UNE PERIODE DONNEE**

N°	N° bon de commande	Prescripteur Technique CEA

Nombre de consultation sans réponse recevable sur la période :	
Nombre de consultation avec réponse recevable sur la période :	
Taux de réponse sur la période :	%



**ANNEXE 6 - PROCES VERBAL DE RECEPTION****PROCES VERBAL DE RECEPTION**

COMMANDE N° : 4600

DEMANDE D'ACHAT N° :1680

FOURNISSEUR :

OBJET :

Je soussigné, ..... , pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, après avoir procédé à l'examen des prestations exécutées par le Titulaire au titre de la commande sus-désignée en présence de son représentant, déclare que la recette (cocher la case correspondante) :

Partielle ou Intermédiaire	Usine	Sur site du CEA Le Ripault	Finale (après installation, formation ou fin de travaux)

☐ N'est pas prononcée.☐ Est prononcée :☐ Avec réserve(s) :- Sans incidence sur le paiement inhérent à cette recette. <sup>(1)</sup>- Avec suspension de paiement jusqu'au constat de levée de réserve(s). <sup>(1)</sup>

Le Titulaire et le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault, conviennent que les prestations sous réserves (indiquées en annexe) seront exécutées dans un délai de ..... à compter de ce jour.

☐ Sans réserve avec effet à la date du :

Nota : La date de départ de la période de garantie est celle de la réception sans réserve ou du constat de levée de celles-ci.

A ..... , le

Le Titulaire ..... Le Maître d'œuvre ..... Pour le CEA Le Ripault

**CONSTAT DE LEVEES DES RESERVES**

Le pilote de travaux ou de contrat du CEA Le Ripault et le Titulaire, ci-dessus désignés, constatent qu'il a été valablement remédié aux malfaçons, omissions et imperfections concernées.

FAIT A ..... , LE

Le Titulaire ..... Le Maître d'Oeuvre ..... Pour le CEA Le Ripault

<sup>(1)</sup> (rayer la mention inutile)

## CONSTATS DES RESERVES

<u>Nature des réserves</u>	<u>Prestations à exécuter</u>

Fait à : , Le

Le Titulaire

Pour le CEA le Pilote de travaux ou de  
contrat